

Transport du grain de l'Ouest—Loi

Depuis bien des années, c'est-à-dire bien avant que je ne sois élu député, je me demandais pourquoi diable le gouvernement nommait sans cesse des commissions royales par exemple ou des équipes de travail pour étudier les questions. Après s'être rendues dans bien des régions de notre pays et après avoir dépensé des millions de dollars ces commissions présentaient parfois d'excellents rapports dont le gouvernement ne tenait absolument aucun compte. Lorsque celui-ci ne trouvait pas leurs recommandations à son goût, il ordonnait qu'on procède à une nouvelle étude. Dans les milieux européens, on qualifie parfois cette façon de ne rien faire, de la solution canadienne. Quand on ne veut pas s'attaquer à un problème, on se met à l'étudier. A mon avis, il serait injuste que de mettre tous les Canadiens dans le même sac; il s'agit plutôt en l'occurrence de la solution du parti libéral.

● (1210)

C'est celle que le gouvernement applique depuis toujours à toute la question de l'acheminement des grains et du tarif du Nid-de-Corbeau. C'est l'honorable juge Emmet Hall qui a procédé non pas à la première, mais vraisemblablement à l'étude de loin la plus complète et la plus impartiale de cette question. Embauché par le gouvernement libéral, ce conservateur progressiste de marque a tiré des conclusions néo-démocratiques. On aurait pensé que cela lui vaudrait l'appui général de tous les partis politiques.

Mais non! Il est parti du principe selon lequel le tarif du Nid-de-Corbeau devait être maintenu, et il s'est appliqué par la suite à régler les autres problèmes. Les libéraux et les conservateurs avaient déjà décidé d'abolir les tarifs qui avantagent les agriculteurs. C'est ainsi que les gouvernements libéraux précédents et le gouvernement conservateur, au pouvoir pendant quelque temps en 1979, ont jeté aux ordures le rapport de la seule commission qui ait vraiment sollicité et écouté l'opinion des agriculteurs.

Après l'étude Hall, il y a eu l'étude Snawley qui n'a envisagé la question que sous l'angle économique, à la manière des économistes de Harvard, sans tenir aucun compte des critères sociaux, culturels et historiques. Pour les agriculteurs de l'Ouest, cette optique était inadmissible.

L'été dernier, le ministère des Transports, qui en avait assez de recevoir des recommandations qui ne lui plaisaient pas, a défini son propre programme. Il a engagé un commissaire en la personne de M. Gilson, de qui il espérait un rapport qui se conformerait à son plan d'action. Comme par hasard, c'est exactement ce que M. Gilson a fait! L'étude Gilson était une comédie. Le ministère savait d'avance ce qu'il voulait. Je me demande si le professeur Gilson se rend compte que le ministère s'est servi de lui, l'a dupé.

Le premier ministre lui-même s'est fait avoir. Il a déclaré à la Chambre qu'aucun changement ne serait apporté aux taux du Nid-de-Corbeau sauf si l'ensemble de la population de l'Ouest les jugeait opportuns et en approuvait les modalités. Plus tard, il a pris la défense à la Chambre des propositions Pepin-Gilson et je crois qu'il était vraiment convaincu qu'il y avait consensus. Même lui s'est fait duper. Il a dû être très étonné d'apprendre que les agriculteurs de sa province, l'un des plus solides bastions libéraux, réprouvaient autant les propositions Pepin-Gilson que les habitants des Prairies. Il ferait mieux de garder l'œil ouvert, car il se pourrait qu'un certain

nombre de députés du Québec suivent le même chemin que l'ancien grand ministre Otto Lang.

Nous touchons peut-être du doigt la véritable raison pour laquelle la motion de clôture a été retirée: l'opposition au sein du caucus libéral. Si on veut savoir à quel point ces propositions Pepin-Gilson sont acceptées et populaires dans les Prairies, qu'on interroge le ministre des Transports sur l'accueil chaleureux que les agriculteurs lui ont ménagé quand il est allé à l'Assemblée législative de cette province il y a un mois ou deux.

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, je suis ravi de pouvoir prendre part à ce débat. Je fais remarquer que les députés du NPD qui essaient d'intervenir sur les tarifs du Nid-de-Corbeau reprennent leur vieille tactique qui consiste à attaquer les conservateurs. Ils passent la moitié de leur temps à se tourmenter à cause des conservateurs. Ils sont les grands défenseurs de tout, mais de rien en réalité.

J'aimerais que le ministre des Transports (M. Pepin) et ses collègues se souviennent qu'il y a un an les taux d'intérêt sur les hypothèques avaient tellement monté que les propriétaires de maison sont venus défiler devant la Chambre des communes pour réclamer une action des députés. Ils ont manifesté parce que les taux d'intérêt avaient doublé les paiements sur les hypothèques. Les députés de la majorité se rendent-ils compte qu'en 1990 les coûts de transports des producteurs de grain de l'Ouest auront quadruplé? Que faisons-nous de notre pays où l'on est censé croire à l'égalité des chances pour tous?

L'agriculture tire sa richesse de l'exploitation de la terre. Elle rapporte six milliards de dollars par année à la balance des paiements. C'est l'équivalent de ce que nous expédions à travers le pays.

Les coûts de production des agriculteurs accusent une hausse spectaculaire. Le gouvernement oublie que le Programme énergétique national et ses diverses taxes qui fournissent un milliard de dollars par année à des sociétés comme Petro-Canada, finissent par se répercuter sur les frais de production. Même si le gouvernement reconnaît que les prix des denrées sont à la baisse, que des agriculteurs de toutes les régions font faillite sans qu'on n'y fasse rien, il propose dans une mesure législative des modifications au tarif-marchandises statutaire qui sont de nature à ruiner les agriculteurs. C'est indéniablement la question la plus grave qui se pose dans notre pays depuis des années.

Je voudrais inviter le ministre des Transports à venir dans le nord de l'Alberta, où les agriculteurs n'ont même pas de petit élévateur régional. Depuis toujours, ils transportent leur grain par camion sur une distance de 60 à 100 milles jusqu'au terminus ferroviaire le plus près. Il faudrait qu'il lise quelques-unes des lettres que m'écrivent ces agriculteurs.

Je précise au ministre que je ne cherche pas à savoir si les agriculteurs donnent leur vote aux conservateurs ou aux libéraux avant de prendre position à la Chambre pour la défense et la protection de leurs droits. En Alberta, cependant, le premier ministre a déclaré aux céréaliers qu'il savait que ce projet de loi sur le tarif du Pas de Nid-de-Corbeau n'était pas ce qu'il y avait de mieux. Il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une mesure judicieuse sur le plan économique, mais que les habitants des Prairies ne votaient pas autant en faveur des libéraux que les